

# Rapport financier 2019

## Exercice terminé le 31 décembre 2019

**Nom :** La Côte-de-Beaupré

**Code géographique :** AR210

**Type d'organisme municipal :** Municipalité régionale de comté

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Bélanger, atteste la véracité du rapport financier  
de La Côte-de-Beaupré pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2020-05-06

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par ]

GARIÉPY, GRAVEL, LAROUCHE, BLOUIN, CPA, S.E.N.C.R.L

Québec, 6 mai 2020

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par ]

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 252 194	2 252 194	2 182 244
Transferts	4	3 117 922	2 846 359	3 316 580
Services rendus	5	1 566 368	1 935 567	3 916 769
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	4 000	231 035	197 721
Autres revenus	10	4 816 040	3 823 470	3 559 396
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	11 756 524	11 088 625	13 172 710
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	2 678 272	2 796 787	2 578 164
Sécurité publique	15	265 469	106 906	107 631
Transport	16	447 691	409 634	437 391
Hygiène du milieu	17	542 755	511 205	520 973
Santé et bien-être	18		3 837	42 405
Aménagement, urbanisme et développement	19	7 944 604	5 515 866	6 469 943
Loisirs et culture	20		9 838	9 838
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	49 975	127 418	126 085
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 928 766	9 481 491	10 292 430
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(172 242)	1 607 134	2 880 280
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		8 535 598	6 536 860
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(881 542)
Solde redressé	28		8 535 598	5 655 318
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		10 142 732	8 535 598

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 518 574	6 694 062
Débiteurs (note 5)	2	428 442	480 491
Prêts (note 6)	3	3 097 972	2 246 163
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 252 276	5 252 276
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<b>16 297 264</b>	<b>14 672 992</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 031 890	716 169
Revenus reportés (note 12)	12	57 840	72 120
Dette à long terme (note 13)	13	6 220 822	6 502 822
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	<b>7 310 552</b>	<b>7 291 111</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>8 986 712</b>	<b>7 381 881</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	1 156 020	1 153 717
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	<b>1 156 020</b>	<b>1 153 717</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>10 142 732</b>	<b>8 535 598</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(172 242)	1 607 134	2 880 280
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	86 365 ) (	352 529 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4		84 062	99 251
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(2 303)	(253 278)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			(2 162)
	11			(2 162)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(172 242)	1 604 831	2 624 840
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		7 381 881	5 166 856
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(409 815)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		7 381 881	4 757 041
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		8 986 712	7 381 881

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 607 134	2 880 280
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	84 062	99 251
Autres		
-		
-		
	1 691 196	2 979 531
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	52 049	554 278
Autres actifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	315 721	(454 777)
Revenus reportés	(14 280)	(1 091 574)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs		
Propriétés destinées à la revente		
Stocks de fournitures		
Autres actifs non financiers		(2 162)
	2 044 686	1 985 296
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisition	( 86 365 )	( 352 529 )
Produit de cession		
	(86 365)	(352 529)
<b>Activités de placement</b>		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	( 851 809 )	( 20 775 )
Remboursement ou cession		
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	(            )	(            )
Cession		
	(851 809)	20 775
<b>Activités de financement (note 4)</b>		
Émission de dettes à long terme	785 300	100 000
Remboursement de la dette à long terme	( 1 067 300 )	( 1 104 105 )
Variation nette des emprunts temporaires		(9 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme		
Autres		
-		
-		
	(282 000)	(1 013 105)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		
	824 512	640 437
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	6 694 062	6 463 440
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)		(409 815)
Solde redressé	6 694 062	6 053 625
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>		
	7 518 574	6 694 062

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité régionale de comté est constituée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Elle est un organisme supramunicipal de concertation, de planification, de coordination dans des domaines de compétences stratégiques à caractère régional.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les quotes-parts sont constatées lors de la facturation aux municipalités et villes
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

#### C) Actifs

S.O.

##### a) Actifs financiers

###### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité régionale de comté consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires dont les soldes fluctuent

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Placements**

Les placements temporaires sont présentés au coût.

**b) Actifs non financiers**

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

S.O.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Ameublement et équipement de bureau:	20%
Équipement informatique	33,33%
Ameublement	20%
Équipements	10%
Bâtiments	2,50%
Enseigne	20%
Stationnement	5%

**D) Passifs**

S.O.

**E) Revenus**

Les revenus de quote-part sont constatés lors de la facturation semestrielle aux municipalités puisque l'encaissement est raisonnablement certain.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les revenus provenant de services rendus sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les autres revenus et les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régime de retraite à cotisations déterminées

Le REER offert par la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Beaupré est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

### H) Instruments financiers

S.O.

### I) Autres éléments

#### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations, ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de charges afférentes. Les secteurs des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

#### Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

charges de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 885 643	710 517
Découvert bancaire	2 ( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Dépôts à terme	4 6 632 931	5 983 545
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 7 518 574</b>	<b>6 694 062</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 390 027	421 158
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 21 760	39 496
Organismes municipaux	15 6 655	9 837
Autres		
- Entreprises et individus	16 10 000	10 000
-	17	
	18 428 442	480 491
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêts aux entrepreneurs nets	26 3 097 972	2 246 163
-	27	
	28 3 097 972	2 246 163
Provision pour moins-value déduite des prêts	29 50 094	50 094
<b>Note</b>		



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	5 252 276	5 252 276
Autres placements	31		
	32	5 252 276	5 252 276
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	72 187	66 149
Régimes de retraite des élus municipaux	42	21 476	17 349
	43	93 663	83 498

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La municipalité régionale de comté possède une marge de crédit institutionnelle autorisée de 250 000 \$, au taux de base majoré de 0.25 %, soit 4.20 %, dont aucun montant n'est utilisé au 31 décembre 2019.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	144 432	323 922
Salaires et avantages sociaux	48	87 960	79 713
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	535 835	100 189
- Autre courus et passifs	54	253 863	202 390
- Intérêts courus	55	9 800	9 955
-	56		
-	57		
	58	1 031 890	716 169

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus reportés	68	57 840	72 120
-	69		
-	70		
-	71		
	72	57 840	72 120

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019		2018	
<b>13. Dette à long terme</b>				
	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>	
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	2,80	2022	2029
			73	
	3 919 800			4 751 800
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	691 022
Organismes municipaux			78	691 022
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	1 610 000
			81	6 220 822
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	( ) ( )
			83	6 220 822

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	1 116 100	100	109	117	1 116 100	
2021	85	93	1 146 800	101	110	118	1 146 800	
2022	86	94	1 177 400	102	111	119	1 177 400	
2023	87	95	63 000	103	112	120	63 000	
2024	88	96	64 800	104	113	121	64 800	
2025 et +	89	97	351 700	105	114	2 301 022	122	2 652 722
	90	98	3 919 800	106	115	2 301 022	123	6 220 822
Intérêts et frais accessoires			107	( )		124	( )	
	91	99	3 919 800	108	116	2 301 022	125	6 220 822

**Note**

	2019	2018
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	8 986 712
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( ) ( )
Autres	128	( ) ( )
	129	8 986 712
		7 381 881

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>	<b>Solde au début</b>	<b>Addition</b>	<b>Cession / Ajustement</b>	<b>Solde à la fin</b>			
<b>COÛT</b>							
Infrastructures							
Eau potable	130	158	185	212			
Eaux usées	131	159	186	213			
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160	187	214			
Autres	133	161	188	215			
Réseau d'électricité	134	162	189	216			
Bâtiments	135	972 236	163	190	217	972 236	
Améliorations locatives	136	164	191	218			
Véhicules	137	165	192	219			
Ameublement et équipement de bureau	138	66 454	166	15 616	193	220	82 070
Machinerie, outillage et équipement divers	139	102 442	167	70 749	194	221	173 191
Terrains	140	71 828	168	195	222	71 828	
Autres	141	292 286	169	196	223	292 286	
	142	1 505 246	170	86 365	197	224	1 591 611
Immobilisations en cours	143		171		198	225	
	144	1 505 246	172	86 365	199	226	1 591 611
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>							
Infrastructures							
Eau potable	145	173	200	227			
Eaux usées	146	174	201	228			
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175	202	229			
Autres	148	176	203	230			
Réseau d'électricité	149	177	204	231			
Bâtiments	150	232 100	178	24 524	205	232	256 624
Améliorations locatives	151	179	206	233			
Véhicules	152	180	207	234			
Ameublement et équipement de bureau	153	23 245	181	25 145	208	235	48 390
Machinerie, outillage et équipement divers	154	10 244	182	17 319	209	236	27 563
Autres	155	85 940	183	17 074	210	237	103 014
	156	351 529	184	84 062	211	238	435 591
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	1 153 717				239	1 156 020
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations							
Coût	240	243	245	247			
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248
Valeur comptable nette	242				249		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
<hr/>		
<b>Note</b>		
<hr/>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
-	256	
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	
<hr/>		
<b>Note</b>		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

Collecte porte à porte, transport et traitement des matières recyclables pour les institutions, les commerces et les industries pour une période de 65 mois pour 138\$ /tonne pour un chargement latéral et 124 \$ /tonne pour un chargement par l'avant.

Contrat de gérance pour la réalisation de travaux d'évaluation financière:

2020 - 31 480 \$ plus taxes

31 480 \$

Fondation de l'Hôpital Sainte-Anne :

2020 - 35 000 \$

2021 - 20 000

2022 - 20 000

2023 - 20 000

95 000 \$

**19. Droits contractuels**

S.O.

**20. Passifs éventuels**

S.O.

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

Suite au projet de loi 28 du gouvernement du Québec adopté le 20 avril 2015, qui confie le développement économique aux municipalités régionales de comté, la MRC de la Côte-de-Beaupré, par une résolution unanime appuie sans réserve son intention de confirmer la mission actuelle de son centre local de développement (CLD) et d'y maintenir sa contribution financière afin de lui permettre de réaliser ses mandats.

De ce fait, la MRC a délégué à Développement Côte-de-Beaupré les pouvoirs prescrits à l'article 126.2 de la LCM et par sa résolution adoptée le 17 juin 2015, elle lui confie la gestion du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS).

À des fins de présentation comptable, les états financiers de Développement Côte-de-Beaupré étaient consolidés avec ceux de la municipalité. Par contre, puisque Développement Côte-de-Beaupré ne fait pas partie du périmètre comptable de la MRC selon la norme SP 1300 les états financiers de Développement Côte-de-Beaupré ne seront plus consolidés dans ceux de la MRC. En effet, uniquement le FLI et le FLS doivent être comptabilisés dans les livres de la MRC, ce qui est d'ailleurs le cas depuis 2015.

Les montants inscrits à titre de redressement des exercices antérieurs dans les états financiers représentent l'excédent accumulé total et l'actifs financiers nets de Développement Côte-de-Beaupré soit 881 542 \$ et 409 815 \$.

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**24. Instruments financiers**

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Budget 2019		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	2 252 194	2 252 194			2 252 194	2 182 244
Transferts	4	3 117 922	2 846 359			2 846 359	3 316 580
Services rendus	5	1 566 368	1 935 567			1 935 567	3 916 769
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8	4 000					
Autres revenus d'intérêts	9		231 035			231 035	197 721
Autres revenus	10	4 816 040	3 823 470			3 823 470	3 559 396
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	11 756 524	11 088 625			11 088 625	13 172 710
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20						
	21	11 756 524	11 088 625			11 088 625	13 172 710
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	2 678 272	2 735 313	61 474		2 796 787	2 578 164
Sécurité publique	23	265 469	94 156	12 750		106 906	107 631
Transport	24	447 691	409 634			409 634	437 391
Hygiène du milieu	25	542 755	511 205			511 205	520 973
Santé et bien-être	26		3 837			3 837	42 405
Aménagement, urbanisme et développement	27	7 944 604	5 515 866			5 515 866	6 469 943
Loisirs et culture	28			9 838		9 838	9 838
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	49 975	127 418			127 418	126 085
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		84 062	( 84 062 )			
	33	11 928 766	9 481 491			9 481 491	10 292 430
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	(172 242)	1 607 134			1 607 134	2 880 280



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019		2018
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(172 242)	1 607 134	2 880 280
Moins: revenus d'investissement	2	( )	( )	( )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(172 242)	1 607 134	2 880 280
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4		84 062	99 251
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		84 062	99 251
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		550 000	100 000
Remboursement de la dette à long terme	17	( )	1 067 300	1 042 483
	18		(517 300)	(942 483)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19	( )	925 609	110 638
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	172 242	25 000	26 512
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(25 409)	(1 778 943)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	172 242	(926 018)	(1 863 069)
	26	172 242	(1 359 256)	(2 706 301)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		247 878	173 979

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 28 182 )	( 274 025 )
Sécurité publique	3	( 58 183 )	( 69 322 )
Transport	4	)	)
Hygiène du milieu	5	)	)
Santé et bien-être	6	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7	)	9 182 )
Loisirs et culture	8	)	)
Réseau d'électricité	9	)	)
	10	( 86 365 )	( 352 529 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( 851 809 )	( 20 775 )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	235 300	
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	925 609	110 638
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	( 1 607 )	
	18	924 002	110 638
	19	221 128	( 221 116 )
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	221 128	( 221 116 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Budget 2019</b>	<b>Réalizations 2019</b>	<b>Réalizations 2018</b>
<b>Rémunération</b>	1	1 333 811	1 403 791	1 783 053
<b>Charges sociales</b>	2	268 259	288 712	382 406
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	1 512 674	1 007 471	2 538 134
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	49 975	123 448	123 689
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		3 970	2 396
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12			
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	3 948 007	1 597 944	1 568 437
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17		84 062	99 251
<b>Autres</b>				
- autres	18	4 816 040	4 972 093	3 795 064
-	19			
-	20			
	21	11 928 766	9 481 491	10 292 430

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	2 256	1 286
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	27 054	27 122
Autres revenus	3		
	4	29 310	28 408
<b>Charges</b>			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		1 115
	7		1 115
Autres charges	8		
	9		1 115
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>	<b>29 310</b>	<b>27 293</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	33 704	8 936
Placements de portefeuille	12	97 240	280 027
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 059 257	841 928
Provision pour moins-value	15	( 24 952 )	( 24 952 )
	16	1 034 305	816 976
	17	1 165 249	1 105 939
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	18	30 000	
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	691 022	691 022
	21	721 022	691 022
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>	<b>444 227</b>	<b>414 917</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	130 944	288 963
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	130 944	288 963

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	116 329
Autres revenus	3	93 839
	4	116 329
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	1 973
	7	1 973
Intérêts sur la dette à long terme	8	36 106
Autres charges	9	66
	10	36 172
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11	80 157

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 991
Placements de portefeuille	13	7 314
Débiteurs	14	
Prêts aux entreprises	15	2 088 809
Provision pour moins-value	16	( 25 142 )
	17	2 063 667
	18	2 066 658
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	19	
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	1 610 000
	22	1 610 000
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23	456 658
Excédent (déficit) non affecté	24	376 501
	25	456 658

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26	2 991	7 314
Supportant les engagements de prêts	27		
	28	2 991	7 314

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	2 950	1 588
	3	2 950	1 588
<b>Charges</b>			
Frais de gestion			
Salaires	4	2 396	1 051
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	554	537
	7	2 950	1 588
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15	2 950	1 588
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	16		

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	435	1 154
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	(                    ) (                    )	
	21		
Autres	22		
	23	435	1 154
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25	435	1 154
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30	435	1 154
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	31		

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 377 326	357 205
Excédent de fonctionnement affecté	2 315 000	112 242
Réserves financières et fonds réservés	3 6 164 960	6 137 944
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 2 301 022 ) (	1 751 022 )
Financement des investissements en cours	5	(221 127)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 5 586 468	3 900 356
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 10 142 732	8 535 598
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 377 326	357 205
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	11
	11 377 326	357 205
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Administration municipale		
- Budget 2020	12 315 000	112 242
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 315 000	112 242
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 315 000	112 242
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
- Réserve compostage et PGMR	27 328 387	382 662
- FRCN	28 208 500	924 576
- Réserve patrimoine / lot-79	29 238 330	194 962
- Réserve internet	30 50 794	50 794
- Salaires, taxes, cour, bâtisse	31 139 092	80 569
	32 965 103	1 633 563
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
<b>Fonds réservés</b>		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 110 855	15 855
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 44 331	42 724
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43 100 944	288 963
Fonds local de solidarité	44 2 991	7 314
Autres		
- Fond développement parc éolien	45 4 940 736	4 149 525
-	46	
	47 5 199 857	4 504 381
	48 6 164 960	6 137 944

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	2 301 022 ) (
Autres		1 751 022 )
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	2 301 022 ) (
		1 751 022 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	2 301 022 ) (
		1 751 022 )



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( ) ( )	221 127 )
	84	(221 127)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85	1 156 020
Propriétés destinées à la revente	86	1 153 717
Prêts	87	3 097 972
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 246 163
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	5 252 276
	90	9 506 268
Ajustements aux éléments d'actif	91	8 652 156
	92	9 506 268
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( ) ( )	6 220 822 ) ( 6 502 822 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( ) ( )	( ) ( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	2 301 022
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	1 751 022
	98 ( ) ( )	3 919 800 ) ( 4 751 800 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) ( )	( ) ( )
	100 ( ) ( )	3 919 800 ) ( 4 751 800 )
	101	5 586 468
		3 900 356

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
<b>Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements</b>		
	2019	2018
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (                    )	(                    )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115 <u>72 187</u>	<u>66 149</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116 <u>7</u>	<u>7</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>6 371</u>	<u>5 147</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	21 476	17 349
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120	<u>21 476</u>	<u>17 349</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**



**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53		25 649
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54		
Sécurité incendie	55	39 244	42 295
Sécurité civile	56		
Autres	57	91 667	
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	202 974	211 603
Transport adapté	62	200 660	225 788
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74	320 513	303 235
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	108 708	64 872
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85	725 607	1 327 315
Autres	86	83 018	70 000
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	60 926	144 712
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	1 833 317	2 415 469

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>		
<b>Administration générale</b>	92	
<b>Sécurité publique</b>		
Police	93	
Sécurité incendie	94	
Sécurité civile	95	
Autres	96	
<b>Transport</b>		
Réseau routier		
Voirie municipale	97	
Enlèvement de la neige	98	
Autres	99	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	100	
Transport adapté	101	
Transport scolaire	102	
Autres	103	
Transport aérien	104	
Transport par eau	105	
Autres	106	
<b>Hygiène du milieu</b>		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	
Traitement des eaux usées	109	
Réseaux d'égout	110	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	111	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	112	
Tri et conditionnement	113	
Autres	114	
Autres	115	
Cours d'eau	116	
Protection de l'environnement	117	
Autres	118	
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	119	
Sécurité du revenu	120	
Autres	121	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	122	
Rénovation urbaine	123	
Promotion et développement économique	124	
Autres	125	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	126	
Activités culturelles		
Bibliothèques	127	
Autres	128	
<b>Réseau d'électricité</b>	129	
	130	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	288 174	231 880
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	724 868	669 231
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138		
	139	1 013 042	901 111
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>140</b>	<b>2 846 359</b>	<b>3 316 580</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141	1 329 968	1 471 958
Évaluation	142		
Autres	143	474 461	260 815
	144	1 804 429	1 732 773
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	161		3 360
Autres	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		3 360
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173	12 173	12 775
Autres	174		
	175		
	176	12 173	12 775
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	177		
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182	1 816 602	1 748 908

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	183		
Évaluation	184		
Autre	185	118 965	21 118
	186	118 965	21 118
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199		
	200		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205		
Matières recyclables	206		
Autres	207		
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209		
Autres	210		
	211		
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216		
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		2 146 743
	220		2 146 743
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221		
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224		
Réseau d'électricité			
	225		
	226	118 965	2 167 861
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>227</b>	<b>1 935 567</b>	<b>3 916 769</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	228		
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232		
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	233		
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	234		
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	235	231 035	197 721
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	3 823 470	3 559 396
	245	3 823 470	3 559 396
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	246		

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019			Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	232 447		232 447	202 833
Greffe et application de la loi	2	1 286 861	2 442	1 289 303	1 423 323
Gestion financière et administrative	3	370 918	59 032	429 950	347 718
Évaluation	4	445 081		445 081	382 668
Gestion du personnel	5				
Autres					
- autres	6	400 006		400 006	221 622
-	7				
	8	2 735 313	61 474	2 796 787	2 578 164
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	9				
Sécurité incendie	10	81 496	12 750	94 246	107 631
Sécurité civile	11				
Autres	12	12 660		12 660	
	13	94 156	12 750	106 906	107 631
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	14				
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	403 634		403 634	437 391
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	6 000		6 000	
	22	409 634		409 634	437 391

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Réalizations 2019			Réalizations 2018
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	173 913	173 913	143 449
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31	30 000	30 000	38 972
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35	307 292	307 292	333 775
Autres	36			
Cours d'eau	37			4 777
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	511 205	511 205	520 973
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>				
Logement social	41			
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	3 837	3 837	42 405
	44	3 837	3 837	42 405
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	297 700	297 700	255 111
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	69 666	69 666	59 679
Autres biens	47	224 927	224 927	171 798
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	110 492	110 492	2 382 309
Tourisme	49	63 230	63 230	107 451
Autres	50	2 757 150	2 757 150	1 452 117
Autres	51	1 992 701	1 992 701	2 041 478
	52	5 515 866	5 515 866	6 469 943



**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2019		Total	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Non audité</b>					
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59		9 838	9 838	9 838
	60		9 838	9 838	9 838
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67		9 838	9 838	9 838
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>					
68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	69	112 907		112 907	123 689
Autres frais	70	10 541		10 541	
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	3 970		3 970	2 396
	73	127 418		127 418	126 085
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>					
	75	84 062	( 84 062 )		

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : La Côte-de-Beaupré

Code géographique : AR210

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rénumération des élus	12
<b>Questionnaire</b>	<b>13</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		34 120
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	15 616	68 164
Machinerie, outillage et équipement divers	19	70 749	102 442
Terrains	20		144 717
Autres	21		3 086
	22	86 365	352 529

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	86 365	352 529
	34	86 365	352 529

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 751 800	235 300	1 067 300	3 919 800
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 751 800	235 300	1 067 300	3 919 800
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	2 246 163	851 809		3 097 972
Autres	17	(495 141)		301 809	(796 950)
	18	1 751 022	851 809	301 809	2 301 022
	19	6 502 822	1 087 109	1 369 109	6 220 822
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	6 502 822	1 087 109	1 369 109	6 220 822

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	6 220 822
---------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	2 301 022
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	3 919 800
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats**

Endettement net à long terme	16	3 919 800
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	3 919 800
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	3 919 800
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE  
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

<b>Code géographique</b>	<b>Municipalité</b>	<b>Montant</b>
21025	Beaupré	656 958
21045	Boischatel	1 006 997
21035	Château-Richer	468 416
NR210	La Côte-de-Beaupré	78 396
21040	L'Ange-Gardien	442 153
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	274 386
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	668 718
21020	Saint-Joachim	146 993
21015	Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	392
21005	Saint-Tite-des-Caps	176 391

---

1

3 919 800

---

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	86 365	352 529
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	86 365	352 529



**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS  
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>		
<b>Code géographique</b>	<b>Municipalité</b>	<b>Montant</b>
	<b>Ensemble des municipalités</b>	
21025	Beaupré	305 401
21045	Boischatel	457 495
21035	Château-Richer	217 929
21040	L'Ange-Gardien	204 092
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	132 882
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	306 295
21020	Saint-Joachim	68 696
21015	Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	170
21005	Saint-Tite-des-Caps	84 108
NR210	La Côte-de-Beaupré	33 910
		<hr/>
		1 1 810 978
		<hr/>
	<b>Certaines municipalités</b>	
21045	Boischatel	148 690
21035	Château-Richer	69 183
21040	L'Ange-Gardien	65 300
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	98 744
21020	Saint-Joachim	21 708
21015	Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	88
21005	Saint-Tite-des-Caps	26 076
NR210	La Côte-de-Beaupré	11 427
		<hr/>
		2 441 216
		<hr/>
		3 2 252 194
		<hr/>

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		<u>2019</u>	<u>2018</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	441 216	406 775
Autres	3	1 463 629	1 374 151
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4		
Sécurité incendie	5	130 144	126 459
Sécurité civile	6		
Autres	7		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18	217 205	274 859
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	23		
Autres	24		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	25		
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27		
Autres	28		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	2 252 194	2 182 244

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	3 640,00	196 911	39 262	236 173
Professionnels	2						
Cols blancs	3	19,00	35,00	29 436,00	1 056 478	216 647	1 273 125
Cols bleus	4						
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	21,00		33 076,00	1 253 389	255 909	1 509 298
Élus	9	9,00			150 402	32 803	183 205
	10	30,00			1 403 791	288 712	1 692 503

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11	403 634				403 634
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 442 725				2 442 725
	17	2 846 359				2 846 359

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1	8 458	4 033
Évaluation	2	8 458	4 033
Autres	3	12 428	6 428
	4	29 344	14 494
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	36 105	32 943
Promotion et développement économique	33	61 969	73 947
Autres	34		
	35	98 074	106 890
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	127 418	121 384

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Jacques Roberge	9 200	4 600
Pierre Lefrancois	36 000	1 917
Magella Pichette	9 200	4 600
Parise Cormier	9 200	4 600
Marc Dubeau	9 200	4 600
Pierre Renaud	12 300	526
Benoit Bouchard	12 300	
Jean Robitaille	12 300	2 067
Jacques Bouchard	12 300	5 492

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	151 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**OUI**

**NON**

**La question 13 s'adresse aux MRC seulement**

13. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

62

63

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Michel Bélanger , atteste que le rapport financier de La Côte-de-Beaupré pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par La Côte-de-Beaupré.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Côte-de-Beaupré consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que La Côte-de-Beaupré détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-01 08:55:31

Date de transmission au Ministère : 2020/05/11